



A LOMÉ, l'Afrique s'unit contre la pêche illicite.

Sommet Extraordinaire de l'Union Africaine sur la Sécurité et la Sureté Maritimes et le Développement en Afrique



N°401 du 06 Octobre 2016 / Prix : 250 F CFA / 9^{ème} année

CHRONIQUE de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

FAIT DIVERS

UN DRAME P.4

PASSIONNEL INUTILE

Vers une seconde insurrection populaire au Burkina Faso? P.7

Visite d'Etat du Président Faure Gnassingbé en Ethiopie : La coopération entre Addis-Abeba et Lomé davantage renforcée P.3

Deux accords de coopération culturelle et touristique et un Mémorandum d'entente signés entre les deux pays



Faure Gnassingbé et le PM éthiopien, Haile Mariam Dessalegn

Sommet de l'UA sur la sûreté et la sécurité maritimes :



L'honorable Djimon Oré

Djimon Oré ne comprend rien aux enjeux P.4

MRC passe au peigne fin l'actualité : Abass Kaboua fustige Jean-Pierre Fabre pour son manque de sentiment nationaliste P.4 et invite le gouvernement à garder le cap



Abass Kaboua, pdt MRC

Sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) à Lomé : Les diplomates rassurés sur la bonne tenue du sommet Lomé encore plus belle... P.3

Vogan, une ville en pleine expansion commerciale

Au Togo comme dans plusieurs autres pays africains et surtout de la sous-région, le commerce représente un poumon de l'économie nationale et contribue considérablement à la lutte contre la pauvreté. Un tour à Vogan, chef-lieu de la préfecture de Vo, située à près de 57 km au sud-est de la ville de Lomé et qui abrite le troisième marché national du Togo, nous caricature un peu le visage de l'activité commerciale de la localité. Comptant 10 cantons, avec une superficie de 750km² pour une population de 300.000 habitants, la préfecture de Vo est un carrefour commercial pour les acteurs venus du Bénin, des préfectures des Lacs et du Golfe, etc. Quelles sont les potentialités que regorge le commerce dans la ville de Vogan et quelles sont les difficultés auxquelles il se trouve confronté ? Les commerçants et commerçantes de la ville de Vogan se confient à nous.

Le marché de Gbéké, un carrefour aux échanges commerciaux fortement diversifiés

Après quelques minutes au marché de Vogan communément appelé "Gbékessimé", un constat frappe tout de suite l'attention : des étalages diversifiés avec des commerçants et commerçantes de tous les quatre coins du pays et même des étrangers venus pour la plupart du Bénin et qui animent le marché. On y trouve un peu de tout. De nombreux étalages de bétail, de produits vivriers mais aussi de grandes boutiques de pagnes, de produits cosmétiques et des accessoires de mode et des outils champêtres issus du savoir artisanal de la localité.

"Ce n'est pas une exception, la diversité et l'animation que vous notez. Notre marché est un grand marché que nos parents nous ont légué", lâche Monsieur Dossou Komlan, la trentaine, natif de la localité.

Selon lui, le commerce de bétail est un axe très fructueux même si son bon déroulement est saisonnier. Il nous explique comment il tourne son commerce.

"Les bétails que vous voyez, il y en a qui me proviennent de Gbavedji, un village distant de quelques kilomètres seulement

du marché. Nous mêmes, ici à Vogan, nous en élevons, mais la grande partie est achetée parce que l'élevage n'est pas une activité de base dans notre localité, même si le commerce des bétails est très fructueux. Les prix peuvent varier selon les prix d'acquisition du lieu de provenance. Ils sont souvent dans la tranche de 15 à 50 mille francs CFA. Ceci peut parfois varier jusqu'à 100 mille francs CFA, voire plus", a-t-il expliqué avant d'ajouter que "Les seuls mois au cours desquels le commerce du bétail marche sont les mois d'août, de septembre et de décembre".

Le marché de Vogan, s'il n'est pas un nouveau chantier offert par quelques projets de développement de la ville de Vogan, connaît aujourd'hui des occupants réguliers. Madame Tovienyawo Essi, revendeuse de farine, qui aidait sa maman depuis son enfance dans ce commerce détiend aujourd'hui le témoin qu'elle compte bien passer à une de ses filles qui voudrait bien elle aussi s'y mettre.

"Comme dans toute activité économique, nous enregistrons des hauts et des bas, mais on tient bon parce que cette activité est ma seule source de revenu financier. Et c'est avec elle que je subviens aux besoins de ma

famille", a déclaré la jeune dame visiblement contrite.

Pas loin d'elle, un jeune artisan corpulement avec un grand étalage constitué de tous les outils de travaux champêtres.

"Je fabrique moi-même ces outils que vous voyez en cours de semaine et les vendredi, jour de marché, je viens les commercialiser. Ça marche parce que moi je vends en gros comme en détail et pas cher", a-t-il expliqué.

Ces outils qui ne sont d'autres que la houe, la daba et le coupe-coupe entre autres sont fabriqués dans le village de Yohonou. C'est après tout un commerce très juteux qui nourrit valablement son homme dans cette localité surtout quand on nous révèle qu'un artisan peut forger en moyenne vingt (20) hoes par jour.

"C'est grâce au commerce d'outils champêtres que moi personnellement j'arrive à subvenir aisément aux besoins de ma famille", a laissé entendre M. Ayessou, la quarantaine, forgeron de son état, rompu à la tâche et en pleine activité même au moment de la visite de notre équipe.

Mais cette animation vivace et le visage d'une activité commerciale fortement diversifiée qui viennent à nous surprendre,

sont loin de faire la satisfaction des commerçants et commerçantes aussi bien du milieu que des étrangers venus des villes et villages voisins ainsi que de l'extérieur.

Un pouvoir commercial en berne et une potentialité attractive en baisse

Malgré l'affluence des milliers de personnes qui vont et viennent dans une chaude bousculade, les habitués se plaignent et quelques nouveaux séduits du marché dont on a tant entendu les éloges s'avouent déçus.

"Ce marché avant s'animait chaque vendredi déjà à partir de 10 heures même si c'est un marché de nuit et ce jusqu'au petit matin. Nos parents ont vendu ici, nous ont élevé et ont assuré notre avenir. Chose que je ne peux pas faire à mon tour parce que même si le marché est resté le même, l'affluence et l'animation ont changé. Et des conséquences s'en suivent. La vente du bétail est un art pour ma famille, mais aujourd'hui, il ne m'est pas du tout possible de faire des bénéfices avec tous les tickets que je dois payer. On parle de ticket d'entrée, de sortie et des tickets sur le bétail même sans compter celui du hangar. Avec tous ces calculs, on se retrouve à 2000 francs CFA", s'est plaint Monsieur Kloutssé Dossou.

Et si pour les revendeuses et revendeurs de produits vivriers comme les céréales, les tubercules et les légumes le problème de ticket n'est pas le même, l'insatisfaction reste la même. C'est ce que nous explique Mlle Gozo Djodji, la vingtaine, revendeuse de poissons fumés.

"Nous, nous ne payons qu'un ticket de 100 francs CFA durant toute la journée. Mais cela ne veut pas dire que nous sommes satisfaits. Ces histoires de tickets d'entrée et de sortie ont fait fuir toute notre clientèle vers le marché de Kouto à Anfoin. C'est tellement grave dans la mesure où je liquidais avant la tombée de la nuit de par le passé toutes mes marchandises alors qu'aujourd'hui, je reste jusqu'au petit matin sans vendre la moitié", a fustigé la jeune dame pleine d'amertume.

Les habitués du marché de Vogan et les autochtones ne sont pas les seuls à se plaindre du revers de situation qui emporte l'activité commerciale à contre-courant de l'évolution. Des nouveaux séduits qui ont entendu les éloges du prodigieux marché de nuit ainsi que des étrangers se lassent des nouvelles conditions d'opération qui somment le coût des denrées d'augmentation.

"Franchement, je ne vois plus le bénéfice de faire le déplacement du Bénin jusqu'ici si ce n'est pour engouffrer les gains des ticketiers et non les miens", a sèchement lancé Akibou Zouera, une vieille Béninoise venue tourner son commerce à l'international.

Et à Mme Anani Sodjega de renchérir : "Je n'ai entendu que du bien de ce marché et maintenant que j'y suis, je réalise qu'il n'a rien de particulier".

Pour elle, les dirigeants se foutent de leur bien-être parce qu'une délégation chargée de faire le lobbying auprès du maire est revenue bredouille parce que selon ce dernier, "les tickets devraient coûter plus cher et c'est grâce à son implication qu'ils ne nous coûtent que 300 francs".

Entre supplice et colère...

On retient que dans le marché de Vogan, "le ticket coûte 300 francs au lieu 200 francs comme dans tous les autres marchés", reconnaît Monsieur Klouvi Kossi, contrôleur du marché. Selon les autorités locales, il y a trois catégories de taxe qui sont le droit de place au marché, la taxe de sortie (pour l'exportation de bétail, et des produits agricoles) et le droit d'abattage que payent les commerçants au marché de Gbéké.

"Aucune de ces taxes n'exécède cinq cent (500) FCFA contrairement à ce que racontent les marchands. Il y en a même parmi eux qui ne payent que 100 f de ticket", s'est dédouané M. Akpoto Vincent, agent de la Mairie.

Pour ce qui est de l'animation en berne du marché, M. Akpoto Vincent a indiqué que le manque d'affluence de nos jours est dû à la création anarchique des petits marchés presque dans tous les cantons. Pour M. Atchou Kodjo, ces taxes en termes de recette n'atteignent même pas 75 000F par jour du marché bien qu'elles soient destinées à la réhabilitation et la rénovation du marché. Conséquence, les commerçants et commerçantes se sentent moins à l'aise.

A cet effet, ils lancent un appel au bon sens et à l'indulgence des autorités compétentes de la ville de Vogan à leur alléger les conditions et donner ainsi un coup de pouce à l'économie de la localité en particulier, et du pays en général.

Dossier réalisé par le JMD avec l'appui technique et financier du Ministère du Développement à la Base, de la RDI et certains natifs de la localité

CHRONIQUE
de la Semaine

Directeur de la Publication

REDACTION

Imprimerie SDR
Tirage : 2000 ex.

COMMISSARIAT GENERAL

COMMISSARIAT DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS

N° _____ /2016/OTR/CG/CDDI

Communiqué de l'Office Togolais des Recettes

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des Opérateurs Economiques et autres propriétaires de véhicules et de marchandises que dans le souci d'assurer un allègement fiscal dans les opérations de mise à la consommation des marchandises sous douane jusqu'à la date du 31 décembre 2015, il est institué une mesure de dépréciation des valeurs de ceux-ci conformément aux dispositions de l'article 15 du Code des Douanes National, ainsi que suit :

I. CAS DES VEHICULES

- Taux de 25% de dépréciation pour les véhicules dont la période de séjour au PVO et autres MAD est comprise entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2015 ;
- Taux de 30 % de dépréciation pour les véhicules dont la date d'entrée au PVO et autres MAD est comprise entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2013;
- Taux de 40% de dépréciation pour les véhicules dont la date d'entrée au PVO et autres MAD est antérieure au 1^{er} janvier 2012.

II. CAS DES AUTRES MARCHANDISES

Pour les autres marchandises, le taux de dépréciation sera fixé à la suite d'inspections qui seront réalisées sur lesdites marchandises.

A cet effet, il invite toute personne concernée à se présenter au plus grand tard le 31 décembre 2016, auprès des unités douanières de sa localité pour l'accomplissement urgent des formalités y relatives dans le bénéfice de cet avantage fiscal prévu.

Fait à Lomé, le 23 septembre 2016

Le Commissaire Général

Henry Kanvesiime GAPERI

Visite d'Etat du Président Faure Gnassingbé en Ethiopie : La coopération entre Addis-Abeba et Lomé davantage renforcée

Le chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé, est en visite officielle depuis lundi dernier en terre éthiopienne. Cette visite de trois jours qui s'inscrit dans le cadre de la signature d'autres accords entre les deux pays dans les secteurs du Tourisme et de la Culture, après l'accord global de coopération en matière d'assistance technique et de formation signé en février 2011. Au menu de cette visite, des entretiens avec son homologue éthiopien, Moulatu Teshome, ainsi qu'avec le chef du gouvernement éthiopien, Haile Mariam Dessalegn.

Selon un communiqué de la direction de la Communication de la Présidence de la République Togolaise, depuis février 2011, un Accord bilatéral de coopération lie le Togo et l'Ethiopie. Cette visite du numéro 1 togolais en Ethiopie vise à sceller le partenariat multiforme qui lie Lomé et Addis-Abeba surtout en matière d'assistance technique, en formation, en travaux publics, agriculture et assainissement. Une extension de ce partenariat de coopération à d'autres secteurs comme la culture et le tourisme, a été annoncée à l'issue de cette visite.

Après la cérémonie de bienvenue au National Palace, le président Faure Gnassingbé et le Premier ministre éthiopien, Haile Mariam Dessalegn, ont eu un tête-à-tête suivi de la signature de deux accords dans le secteur touristique et culturel et d'un mémorandum. Les ministres Bernadette Legzim-Balouki et Guy Madjé Lorenzo, respectivement en charge du tourisme et de la culture ont paraphé les documents du côté togolais en présence des deux (2) plus hautes autorités togolaise et éthiopienne. S'agissant du mémorandum, il a été paraphé par le ministre Guy Madjé Lorenzo et porte sur la création d'une commission mixte entre le gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie et le gouvernement de la République togolaise.

Les deux pays ont reconnu la diversité des secteurs dans lesquels ils pourraient renforcer leur coopération. Il a ainsi été décidé la tenue des réunions régulières d'une commission mixte avec un accent particulier sur le secteur agricole.

La délégation togolaise a profité de cette occasion pour visiter le Metals and Engineering Corporation (METEC) et le siège d'Ethiopian Airlines, compagnie qui entretient d'excellentes relations avec Asky Airlines dont le siège est au Togo. Ethiopian Airlines, l'une des plus importantes compagnies aériennes d'Afrique, dispose d'un centre de forma-



tion et de maintenance tout à fait exceptionnel. Ce complexe, fruit d'un investissement estimé à 100 millions de dollars, a été inauguré en début d'année. Les pilotes maison y sont formés, les avions entretenus et certaines pièces de rechange fabriquées localement sous licence.

Première compagnie au monde à recevoir le Boeing 787 Dreamliner, celui-là même qui assure les liaisons Addis-Lomé-New York, Ethiopian

dispose de simulateurs pour le B-777, B-787, B-737, B-767/757 et le Q-400 (avion régional turboprop). Il accueille annuellement 1.000 stagiaires éthiopiens et étrangers parmi lesquels des Togolais.

Le chef de l'Etat a également visité une usine de fabrication de wagons destinés au trafic commercial et à celui des marchandises. Ceci devrait intéresser le pays de Faure Gnassingbé qui a entrepris un vaste programme de

réhabilitation de son réseau ferroviaire qui aura besoin de s'équiper en motrices et en rames modernes.

Hier matin, le chef de l'Etat a participé à l'inauguration de la nouvelle ligne de chemin de fer reliant Addis-Abeba à Djibouti. La cérémonie s'est déroulée en présence du chef du gouvernement éthiopien, Haile Mariam Dessalegn et du président djiboutien, Ismaïl Omar Guelleh.

Cette nouvelle ligne ferroviaire, " fruit d'une vision commune pour désenclaver l'économie éthiopienne et promouvoir les échanges entre les deux pays ", va relier Addis-Abeba au port de Djibouti, ceci en moins d'une journée contre les deux jours de trajet par la route. Le gouvernement éthiopien a fait de cette ligne l'un des symboles de sa croissance économique, une des plus fortes du continent.

Selon les statistiques, plus de 90% des importations et des exportations de l'Ethiopie

passent par le port de Djibouti, via la route. Le projet a coûté 3,4 milliards de dollars, financé par l'Exim Bank of China et a duré cinq (05) ans. Et c'est deux entreprises chinoises qui ont réalisé les travaux : l'une a posé les 756 km de rails et l'autre a fourni locomotives et wagons. Après une série d'essais, la liaison sera opérationnelle après trois mois. Selon les experts, le trafic fret pourrait rapporter annuellement 1,3 milliard de dollars.

Cette expérience éthiopienne inspire également l'Etat togolais dont le port en eau profonde a pour " vocation naturelle de servir de passerelle vers le golfe de Guinée aux pays de l'hinterland, et favoriser ainsi les échanges commerciaux intra régionaux ".

Dans la soirée, le président Faure Gnassingbé a reçu en audience la présidente de la Commission de l'Union africaine, Mme Dlamini Zuma. Au menu des discussions, " les questions sur la sécurité, de piraterie maritime, de pêche illicite " et du " contenu de la charte " qui sera soumise aux chefs d'Etats africains à Lomé.

JPB

Sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) à Lomé : Les diplomates rassurés sur la bonne tenue du sommet

Tout est enfin prêt pour la tenue, dans quelques jours, pour du Sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) sur la sécurité, la sûreté maritimes et le développement en Afrique qui se tiendra à Lomé du 10 au 15 octobre prochains. Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, Robert Dussey, a rencontré, lundi dernier, les ambassadeurs accrédités au Togo pour les rassurer sur les dispositions prises pour accueillir les différentes délégations et l'état d'avancement des préparatifs.

Selon le chef de la diplomatie togolaise, toutes les dispositions sécuritaires sont prises pour que ceux qui feront le déplacement de Lomé pour ce Sommet, séjournent dans de bonnes conditions au Togo. Cette rencontre a permis au ministre de faire le point des



préparatifs du sommet de Lomé.

Pour l'Ambassadrice Virginie Kouvahé, chargée des " Side Events " présente lors de la rencontre, d'autres dispositions ont également été prises pour la réussite de cette rencontre internationale. Il s'agit en l'occurrence de l'octroi des visas par les ambassades togolaises et même dans les pays où le Togo ne dispose pas de représentation diplomatique.

Deux sortes d'activités meubleront ces six (6) jours du

sommet à Lomé. Outre les conférences dont la plus importante sera celle des chefs d'Etat et de gouvernement à l'issue de laquelle sera adoptée la " Charte de Lomé ", il y aura des activités connexes comme le " village des partenaires ". Il y sera dressé des stands pour exposer les technologies en matière de sécurité maritime.

Selon le Bureau Maritime International, 4000 actes de piraterie ont été recensés entre 1980 et 2010 dont 45 actes de grand banditisme perpétrés

par les gangsters de la Mer chaque année. Soulignons que la piraterie sur mer coûte plus de 1200 milliards de FCFA aux pays du littoral du Golfe Guinée.

Lomé encore plus belle...

Pendant une semaine, notre pays sera la capitale de toute l'Afrique. Face à cet enjeu, le gouvernement met tous les moyens pour rendre encore Lomé plus belle.

Pour ce faire notre capitale s'assainit davantage comme en témoigne la sortie massive des Loméens samedi dernier lors de l'opération Togo propre. Les rues sont quotidiennement entretenues par des groupes de jeunes et des associations à travers des actions citoyennes pour la réussite de ce sommet. Les édifices et places publics sont rénovés.

Les maisons en bordures de routes n'ont pas été du reste. Elles sont également en train d'être repeintes. Bref tout est prêt pour que le sommet de Lomé soit un succès.

Espero

Sommet de l'UA sur la sûreté et la sécurité maritimes :

Djimon Oré ne comprend rien aux enjeux

L'ancien ministre de la Communication, Djimon Oré, devenu opposant depuis qu'il a été viré du gouvernement, s'oppose à la tenue du sommet de l'Union africaine (UA) sur la sécurité et la sûreté maritimes prévu du 10 au 15 octobre 2016 à Lomé. Pour lui, la tenue de ce sommet est inutile voir nuisible à la population. L'ancien pensionnaire de l'UFC arpente les radios privées pour raconter des inepties sur ce sommet dont les enjeux dépassent nos frontières. Djimon Oré a laissé entendre chez nos confrères de Zephyr que ce sommet est un luxe.



du gouvernement.

"Le sommet sur la sécurité et la sûreté maritimes, c'est très bien par rapport aux enjeux liés au terrorisme et à la piraterie maritime. Mais aujourd'hui, au moment où le Togolais lambda tire le diable par la queue, on ne peut pas se permettre d'organiser des sommets de luxe, juste pour la recherche d'une légitimité sur le plan international. C'est en ce sens que nous au FPD, nous sommes contre", fulminait Djimon Oré.

S'il est vrai que dans un Etat de droit les acteurs politiques peuvent se prononcer librement sur tel ou tel sujet, Djimon Oré n'est pas un bon exemple car dans un passé récent où il était aux affaires, il ne manquait pas d'occasion pour louer les actions

de la Justice des 54 Etats de l'Afrique".
A peine viré, il se met à peindre tout en noir. S'il trouve que le sommet sur la sécurité maritime est une bonne chose par rapport à la menace que font peser les pirates sur nos côtes, il devra comprendre que ce n'est pas le Togo seul qui finance l'organisation de cette rencontre mais aussi l'UA et les autres partenaires. Si la tenue des sommets de l'UA appauvrissait davantage les pays organisateurs, l'Ethiopie qui abrite le siège de l'Union Africaine et qui organise chaque année ce genre de rencontre serait le plus pauvre de la terre. La tenue de ce sommet ne va pas plonger le Togo dans l'abîme comme le prétend Djimon Oré mais plutôt va contribuer à relancer certains secteurs économiques de notre pays, notamment le tourisme.

Si l'ancien ministre de la communication comprenait bien les enjeux, il saurait que la tenue de ce sommet est très capitale pour les économies africaines dont les échanges commerciaux passent à 92% par la mer. Si la mer n'est pas sécurisée et si elle est laissée à la merci des pirates, nos ports seront fermés, nos minerais ne seront plus exportés, bref l'économie des pays africains sera sinistrée. Qualifier ce sommet de luxe, c'est donc faire preuve d'une grande ignorance.

Le président Faure Gnassingbé qui est reçu en pompe à travers le monde, n'a pas besoin d'un sommet de l'UA pour se faire une légitimité internationale. Que ce soit au Vatican, en Allemagne, en Belgique, en France, en Chine,

Suite à la page 6

MRC passe au peigne fin l'actualité :

Abass Kaboua fustige Jean-Pierre Fabre pour son manque de sentiment nationaliste et invite le gouvernement à garder le cap

Le Mouvement des Républicains Centristes (MRC) vient une fois encore de briser la glace. Il a, au cours d'un point de presse, donné son point de vue sur l'actualité nationale et internationale.

Au plan national, le leader du MRC, Abass Kaboua, tout en exprimant son mécontentement vis-à-vis des réactions du chef de file de l'opposition, Jean-Pierre Fabre, au sujet de l'organisation par le Togo du Sommet extraordinaire de l'Union africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique, Abass Kaboua invite le chef de l'Etat et le gouvernement à garder le cap en vue de permettre à notre pays de retrouver son lustre d'avant en matière d'organisation de rencontres internationales.

Selon Abass Kaboua, "le grand sommet" que va abriter le Togo du 10 et 15 octobre prochain aura des retombées positives sur le plan sécuritaire, économique et socioculturel". Ce rendez-vous de plus de trois mille participants venus du monde entier aura des avantages immédiats, à court et à long terme surtout avec la validation de la Charte de Lomé par les ministres



de la Justice des 54 Etats de l'Afrique".

Par cette déclaration, le président du MRC prend le contre-pied du chef de file de l'opposition qui estime, lui, que ce sommet est un zèle de trop du régime de Faure Gnassingbé qui engloutit d'énormes fonds du contribuable togolais. Mais pour Kaboua, s'il y a un domaine dans lequel le pouvoir de Lomé excelle, c'est bien sûr la sécurité.

Ainsi, Kaboua dit soutenir l'organisation de ce Sommet à Lomé et, il "appartient à tout le monde" d'adhérer à cette démarche en vue du succès de cette rencontre internationale.

Au plan international, le leader

du MRC est revenu sur la crise postélectorale au Gabon, qu'il qualifie de drame psycho-familial au sommet de l'Etat. Il demande aux acteurs politiques togolais de s'abstenir de s'ingérer dans une affaire qu'ils ne maîtrisent.

Rappelons que pour deux formations de l'opposition, en l'occurrence l'ANC de Jean-Pierre Fabre et la CDDA de Brigitte Adjamagbo-Johnson, il est hors de question de prendre part à un quelconque sommet car, selon elles, les priorités sont ailleurs, notamment la question des réformes institutionnelles et constitutionnelles.

JPB

Fait divers

UN DRAME PASSIONNEL INUTILE

Une femme est douce et tendre quand elle est contente. Elle présente la face contraire lorsqu'elle se fâche. Quelques minutes suffisent pour que la vérité soit dehors. D'ailleurs une éminente personnalité de notre pays ne disait-elle pas qu'une femme est une caisse à problèmes que l'homme choisit de mettre fièrement sur sa tête ?

Un mari vient de l'apprendre à ses dépens pour avoir prévenu sa femme avant de préparer ce qu'il appelle "dernière correction" à l'encontre de son rival. Il a été proprement rossé par les hommes de main de ce dernier qui l'ont ensuite conduit à un centre de soins.

Il y avait trois mois déjà qu'Améyoubo n'arrivait plus à dormir. A l'origine, il avait appris des rumeurs pas trop rassurantes au sujet du sieur Toutouvi, un jeune célibataire fraîchement arrivé dans le quartier. Améyoubo avait appris que Toutouvi profitait de son absence pour entretenir des relations sexuelles avec Abla, sa dulcinée.

Il avait mené des enquêtes pour établir la vérité mais en vain. Employé de bureau de son état, il sollicita un congé de 15 jours pour filer son épouse et se consacrer exclusivement à l'enquête. Les résultats n'ont pas été concluants. Malgré tout, il ne s'était jamais avoué vaincu.

Il décida de décourager le jeune garçon pour prouver aux informateurs qu'il leur faisait confiance. Aussi avait-il décidé de planifier une unique et exemplaire correction à celui qu'il prenait pour un ennemi. Il orchestra un plan avec la complicité de certains amis. Mais avant de passer à l'acte et certainement sur conseil d'un ami, Améyoubo tenta pour la dernière fois d'obtenir la vérité de sa femme sur ses relations avec le jeune.

Il profita pour la prévenir sur les risques que son amant et elle couraient en persistant dans leur témérité. Il porta à la connaissance de cette dernière son plan d'attaque sans préciser qu'il allait le mettre en œuvre dans la soirée du lundi 29 août 2016.

Le marché de la localité connue sous le nom de Madjéképéto située à une dizaine de kilomètres au nord-ouest d'Agoènyivé, battait son plein ce jour-là aux environs de 16 heures. Toutouvi et son grand frère étaient derrière leur comptoir en train de vendre de la viande lorsqu'un jeune garçon l'informa qu'il était recherché par une fille qui l'attendait à quelques mètres plus loin du marché.

Sur l'insistance du garçon, le boucher accepta de le suivre. Mais il s'était préparé en demandant à sa clique de l'accompagner. Il arriva le premier sur les lieux. Au lieu de rencontrer la fille en question, c'était plutôt Améyoubo. Ce dernier l'attendait avec deux autres garçons munis de bâtons et qui tentèrent de le tirer vers la brousse pour l'assommer. C'est à ce moment qu'arrivèrent les fidèles de Toutouvi.

Le combat fut rude avant de tourner à l'avantage de Toutouvi. Blessé grièvement, Améyoubo fut conduit au centre de santé de la localité par son présumé rival. Aux dernières nouvelles, Améyoubo n'aurait toujours pas recouvré sa santé, mais son épouse aurait rejoint sa famille et une plainte serait déposée contre lui au commissariat.

B. TALOM

LOMÉ, TOGO DU 10 AU 15 OCTOBRE 2016

Bienvenue au Togo, pays de paix et d'hospitalité



PROTÉGEONS NOS Océans
PROTECT OUR OCEANS

Sommet Extraordinaire de l'Union Africaine
sur la Sécurité et la Sûreté maritimes et le
Développement en Afrique



Vers une seconde insurrection populaire au Burkina Faso ?

Après l'insurrection populaire des 30 et 31 Octobre 2014 au pays des Hommes Intègres qui a vu le Président Blaise Compaoré chassé du pouvoir, tout le monde croyait le Burkina Faso libéré. Mais, deux ans après cette insurrection, l'on se demande si l'on a véritablement bougé d'un iota. Le quotidien du Burkinabé lambda n'a pas changé. Le peuple croupit toujours dans la misère, le gré à gré persiste et la minorité se la coule toujours douce. Ces derniers mois, les grèves ont pris encore plus d'ampleur que les analystes se demandent si l'hypothèse d'une future insurrection n'est pas à envisager.

Historique d'une fin semblable à une euphorie prématurée

Ca y est ! Le " Beau Blaise " Compaoré a fini par décamper. Certes après 27 ans de règne, mais tout de même. C'était la fin d'un chef d'Etat autoritaire qui se présentait volontiers comme éclairé, conciliateur entre les parties en conflit dans les pays voisins, bon élève des institutions financières internationales, hospitalier envers les compagnies étrangères que son ministre des Mines invitait avec insistance à venir exploiter les ressources du sous-sol (pardon, d'y investir), promoteur des arts (du Festival du film africain FESPACO) et des métiers (Salon international de l'artisanat de Ouagadougou), ainsi que de la culture (Semaine nationale de la Culture) et du tou-

risme (Salon international du tourisme et de l'hôtellerie), mais qui n'arrivait pas à laver ses mains du sang de ses opposants, dont celui de son ami et prédécesseur Thomas Sankara, trop révolutionnaire pour la " communauté internationale " ou du journaliste Norbert Zongo, trop critique à son goût.

On avait beau être beau, plaider pour l'arbre à palabres comme exemple parfait de la démocratie africaine et être bien reçu par ses pairs occidentaux, français en premier lieu, mais aussi du guide de la révolution libyenne Mouammar el Kadhafi, les livres esprits, ni de son pays, ni du reste du monde, ne pouvaient jamais lui pardonner ces crimes.

Ajoutez à cela, la politique d'"ajustement structurel", si chère aux institutions financières internationales, qui a produit la "croissance"...avant tout de la pauvreté. Celle-ci était aggravée par la crise mondiale de 2008 et le renchérissement astronomique des produits de première nécessité, dont le riz. Le peuple désespéré était alors descendu dans la rue, mais rien n'y fit. Apparemment, la colère populaire ne suffisait pas à chasser du pouvoir Compaoré et ses acolytes. Il fallait attendre encore six ans pour qu'elle parvienne à les balayer de la scène. L'euphorie qui a accompagné cet événement est vraiment touchante. Les bonnes âmes sautent de joie. Dans les médias électroniques et sur Facebook on s'em-

presse de louer le peuple. On est persuadé que désormais la situation au Burkina Faso va changer et qu'un avenir meilleur est à portée de main. Vérité ou illusion ? Voilà la question.

Ce dilemme, les bonnes âmes trouvent rapidement la solution. Elles s'obstinent à croire que chaque mouvement collectif contre un régime autoritaire serait le début d'une révolution, c'est-à-dire de la victoire du Bien sur le Mal. Mais leur crédulité risque de se voir emporter tôt ou tard par la déception. Les révolutions en Afrique du Nord en sont la confirmation. N'a-t-on pas salué le départ des dictateurs de cette partie du monde avec un sentiment de soulagement ? Certainement.

Plus de dictature policière comme dans la Tunisie de Ben Ali, plus de pharaons comme Hosni Mubarak, plus de " guides " excentriques allant jusqu'à se proclamer rois des rois et des chefs coutumiers et religieux africains comme Mouammar el Kadhafi. Le peuple avait parlé, les jeunes pleins d'enthousiasme étaient dans les rues.

La chaîne de télévision franco-allemande Arte qui accompagnait de près leurs actions diffusait quotidiennement des reportages sur la "génération-révolution". Mais la révolution, dans le sens social du terme, n'avait toujours pas eu lieu. Sa place on ne pouvait retrouver que le chaos et les conflits internes. Les seuls qui en tiraient profit étaient, comme d'habitude, l'impérialisme, les compagnies multi-

nationales et les institutions financières internationales, bref le système néolibéral.

Il serait, cependant, faux d'ignorer le potentiel révolutionnaire des masses. Leur indignation contre un système mondial anti-social gronde. Elles sont avides de changement et n'hésiteront pas de s'y engager. Mais sans une organisation indépendante de toute manipulation en faveur d'intérêts autres qu'humains et sociaux, sans une logistique appropriée, sans un programme bien défini et une vision sociale d'avenir élaborée, c'est l'échec qui les attend

Le soulèvement populaire au Burkina Faso fait-il exception ? Cela aurait été trop beau.

2 ans après Blaise, le peuple déjà mécontent

Le temps passe si vite ! Cela fait deux ans déjà que le Président Blaise Compaoré a été chassé du sol Burkinabé après 27 ans de règne à la tête du pays. Un départ qui était suivi de la prise du pouvoir par l'armée, ensuite d'une transition qui a conduit à des élections démocratiques.

La sortie de cette élection, c'est le MPP (Mouvement du peuple pour le Progrès) de Rock Marc Christian KABORE, ex Président de l'Assemblée sous Blaise Compaoré qui prend le pouvoir. Quand bien même ayant servi le régime Compaoré, le peuple a fait confiance à cet homme en espérant qu'avec son expérience acquise à l'Assemblée, tous ses postes occupés et le charisme qu'on lui connaît, il réussirait à réunifier le peuple et lancer le Burkina Faso sur la voie du salut.

Neuf mois seulement après sa prise de pouvoir, les revendications et grèves sont signalées de part et d'autres dans le pays. Après les avocats, les syndicats... C'est le tour ce lundi 03 Octobre des travailleurs des Médias publics de lancer une grève de 72 heures. Cette grève intervient après celle observée durant trois jours par les agents du service du Réseau téléphonique national (ONATEL/ TELMOB) qui a paralysé la communication dans la capitale et dans ses environs pendant 3 jours. Pas d'unités téléphoniques, pas de connexion.

La rentrée académique 2016-2017 a à peine commencé ce lundi que l'on apprend aussi un mot d'ordre de grève des enseignants, réclamant, eux aussi, de meilleures conditions de vies. Le budget national peut-il subvenir à toutes ces revendications ? Impossible répond-on du coup. Difficile à comprendre pour un peuple qui tire le diable par la queue. Le vol et le braquage ont pris de l'ampleur dans le pays à cause de la faim. Le quotidien du Burkinabé lambda n'a pas changé. Le gré à gré persiste, selon certains OSC, et seulement les amis du pouvoir en place se la coulent douce.

Dans la foulée, beaucoup réclament la dissolution du Gouvernement du Premier

Ministre Paul KABA THIEBA, qu'il qualifie d'un gouvernement d'"amis" et qui, selon eux, n'est pas à la hauteur de l'entendement du peuple. Il y a deux semaines, c'était le CDP (Congrès pour la Démocratie et le Progrès), ex parti du Président Blaise Compaoré qui parlait de l'"incapacité du pouvoir en place de gérer les problèmes des populations".

Pour le CDP, le gouvernement gagnerait mieux en se concentrant sur là où on les attend le plus au lieu de s'"acharner contre leur parti", a fait entendre le président par intérim de ce parti, Achille TAPSOBA.

Les attentes de la population sont tellement énormes. Les dossiers de justice refont également surface et les responsables de la Société Civile attendent maintenant l'ouverture d'un procès afin de situer les responsabilités et savoir la vérité sur la répression des manifestants d'Octobre 2014. Le peuple demande t-il de trop ?

On a encore en mémoire la cérémonie commémorative de l'an 1 du putsch de septembre 2015 qui a eu lieu le Samedi 16 Septembre dernier au cimetière de Gounghin. C'était une cérémonie de dépôt de gerbes en hommage à la quarantaine de victimes tombées lors du coup d'Etat déjoué de septembre 2015 et de l'insurrection populaire d'octobre 2014. Avant le début de l'hommage, des proches des victimes se sont plaints, tantôt de la qualité de la cérémonie, tantôt de n'avoir pas été associés à l'organisation, pouvait-on constater sur place. Le plus dur pour certains était de voir encore certains de leurs proches traîner des balles de fusils dans les cuisses.

Le mécontentement du peuple burkinabé aujourd'hui se lit sur les visages et dans les paroles dans presque tous les coins de rues. Que ce soit sur les dossiers de justice ou sur le plan social, beaucoup pensent que le gouvernement est impuissant. A la question du confrère Luckman SAWADOGO dans l'émission Presse ECHOS sur la télévision BF1 de savoir si un coup d'Etat était possible à nouveau au Burkina vu les revendications accrues du peuple, les confrères ont rejeté cette option qui selon eux n'arrangerait pas la situation du Burkina Faso.

" Nos hommes politiques sont tous pareils. Et là le peuple est en train de le comprendre. Et donc un coup d'Etat n'arrangerait pas la situation du Burkina Faso. Mais si coup d'Etat il devait y avoir, ça viendrait d'une insurrection populaire. Le gouvernement a alors l'obligation de se ressaisir " C'est l'essentiel de ce qu'on retient dans ce débat et c'est aussi les analyses que font les uns et les autres dans le pays.

Le gouvernement peut il faire plus que ce qu'il fait actuellement ? Neuf mois seulement suffisent-il pour commencer à porter des critiques sur Rock et son gouvernement ? En tout cas, le peuple attend du concret de ses dirigeants autant sur les questions judiciaires que politico-sociales.

Correspondant au Faso,
Hervé M.

Préparatifs de la CAN Gabon 2017 :

Le Togo s'est imposé 1-0 face à l'Ouganda

Dans le cadre des préparatifs de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de 2017, les Eperviers du Togo a reçu le mardi dernier les Cranes de l'Ouganda sur le terrain de Kégué. Match soldé par la plus petite des marges 1 but contre 0 en faveur des Eperviers du Togo.



Le but a été inscrit dès la première mi-temps à la 31ème minute par Atakora Lalawélé suite à un joli travail du capitaine Adebayor. Durant la deuxième mi-temps, les deux (2) équipes ont essayé tant bien que mal de

marquer, l'une pour corser le score et l'autre pour égaliser mais les dernières 45 minutes sont passées bredouilles d'un côté comme de l'autre.

Soulignons qu'au cours des éliminatoires de la Coupe du

monde 2018, les Cranes avaient battu les Eperviers sur les deux confrontations, à Lomé et à Kampala, respectivement par 1 but contre 0 et 3 buts contre 0. Le mythe de l'invincibilité des Eperviers sur les Cranes est donc tombé depuis mardi.

Les Eperviers ont rendez-vous le 9 octobre, toujours à Lomé, avec le Mozambique et toujours dans le cadre des préparatifs de la prochaine CAN.

Espoir

Sommet de l'UA sur la sécurité et la sûreté maritimes :

Djimon Oré ne comprend rien aux enjeux

Suite de la page 4
au Canada, en Egypte, au Koweït, aux USA, en Israël ou ailleurs, le président Faure Gnassingbé est reçu avec déférence. Le Togo n'a pas besoin d'un sommet de l'UA pour avoir une reconnaissance internationale.

Notre pays s'est résolument engagé dans la lutte contre la piraterie en créant un espace sécurisé au large de nos côtes, permettant ainsi aux bateaux de se mettre en rade en toute sécurité en attendant de rejoindre le

port d'attache pour décharger leurs marchandises.

Il suffit à Djimon Oré de faire un tour à la plage pour voir des dizaines de bateaux qui sont en rade en toute sécurité. Nos forces de sécurité ont plusieurs fois mis en déroute les pirates qui n'osent plus s'aventurer sur les côtes togolaise.

Le Togo est à la pointe du combat contre la piraterie et ce sommet n'est que l'aboutissement de cet engagement pour enrayer ce fléau. Djimon Oré ferait mieux de s'approprier la

quintessence des enjeux de ce sommet au lieu de prendre d'assaut les radios privées pour débiter des inepties. Ce qui est évident, c'est que le peuple togolais sait la manière désastreuse avec laquelle il a géré le ministère de la communication et n'attend pas recevoir de leçon de lui.

Le sommet sur la sécurité et la sûreté maritimes n'est pas un luxe mais bien une urgence pour sécuriser non seulement les côtes mais également les économies africaines.

Aliziou Dominique



MOBILISONS-NOUS POUR LA PROTECTION DE NOS OCÉANS!



Ce message est offert par le
Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP)
avec le soutien de Maersk Line Togo



T MONEY

Pour y
accéder,
composez

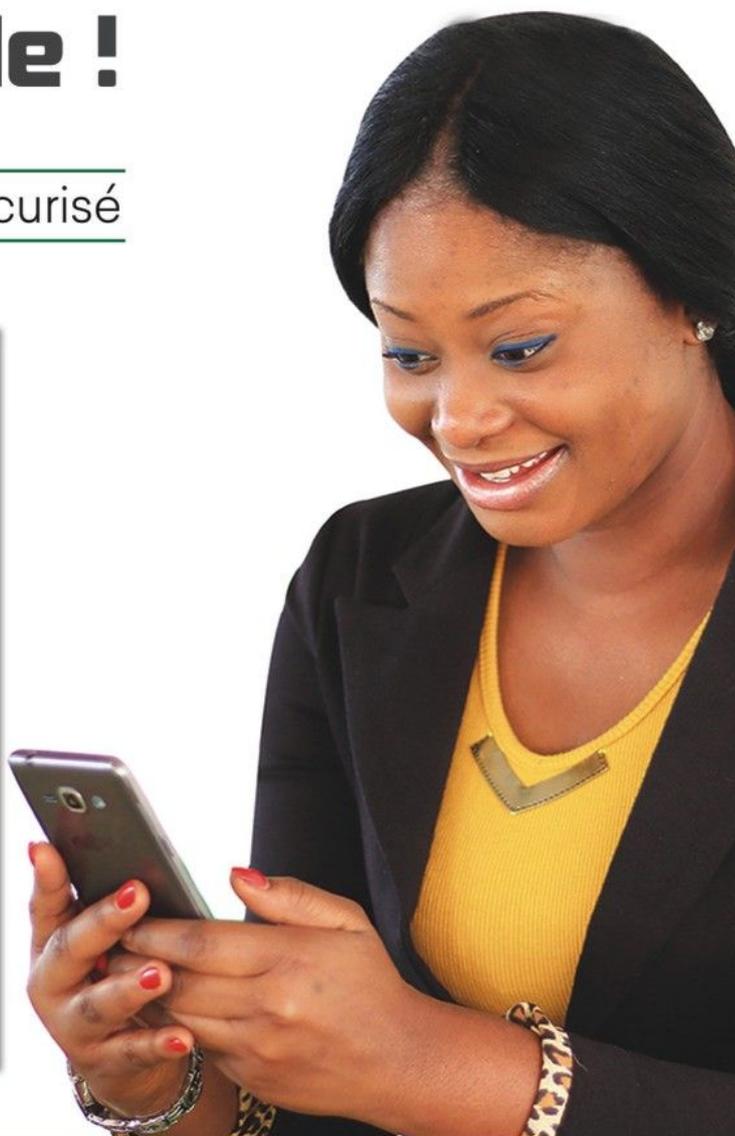
***145#**

Gérez tout via votre mobile !

✓ Simple ✓ Rapide ✓ Sécurisé

NOS SERVICES

- ✓ Dépôt d'argent
- ✓ Retrait d'argent
- ✓ Transfert d'argent national (vers compte et vers espèces)
- ✓ Achat de crédit de communication (crédit voix et forfait internet)
- ✓ Paiement auprès d'un commerçant (paiement marchand)
- ✓ Paiement de facture (CEET, CANAL+, etc.)
- ✓ Collectes de fonds (impôts, taxe, prime d'assurance, etc.)
- ✓ Paiement de masse (salaire, pension, bourse, etc.)



LE LEADER

service client : 888 www.facebook.com/Togocel www.twitter.com/togocel www.togocel.tg certifiée ISO 9001 et ISO 14001

